

# **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

RESTRICTED

**WT/TPR/G/48**

7 décembre 1998

(98-4884)

---

**Organe d'examen des politiques commerciales**

Original: français

## **EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**TOGO**

### **Rapport du gouvernement**

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement du Togo est reproduite ci-après.

---

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Togo.



## TABLE DES MATIÈRES

<b>I.</b>	<b>GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>5</b>
1)	ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE.....	5
2)	CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE COMMERCIALE.....	6
<b>II.</b>	<b>POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES .....</b>	<b>6</b>
1)	OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE .....	6
i)	Objectifs généraux de politique économique	6
ii)	Objectifs généraux de politique commerciale	7
iii)	Objectifs généraux au point de vue socio-politique	8
2)	OBJECTIFS SECTORIELS .....	9
i)	Administration publique pour le développement économique et commercial	9
ii)	Finances publiques et monnaie	9
iii)	Les services	9
iv)	Secteur agricole	11
v)	Environnement	12
vi)	L'industrie	12
vii)	Mines	13
3)	LES OBJECTIFS DU TOGO DANS LE CADRE DE L'OMC.....	13
i)	Le Togo dans le contexte du GATT et de l'OMC	13
ii)	Objectifs de politique commerciale du Togo dans le cadre de l'OMC	13
4)	RÉGIME D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION .....	15
<b>III.</b>	<b>CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE.....</b>	<b>15</b>
1)	LOIS ET RÉGLEMENTS NATIONAUX .....	15
i)	Les textes organiques	15
ii)	Les textes réglementaires	16
iii)	Institution et suppression du commerce d'Etat sous monopole	16
iv)	La carte d'importateur	16
v)	L'autorisation et la licence d'importation	16
vi)	La licence d'exportation	17
vii)	Cas des contingentements et des prohibitions	17
viii)	Le cadre réglementaire en matière de fiscalité	17
ix)	Le cadre réglementaire en matière de douane	17
x)	Le cadre réglementaire en matière d'investissements	18
xi)	Le cadre réglementaire en matière d'intégration régionale	19
xii)	Le cadre réglementaire dans le domaine du transit.	19
2)	CADRE INSTITUTIONNEL ET PROCESSUS DE FORMULATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE .....	19
i)	Cadre institutionnel	19
ii)	Processus législatif de formulation de la politique commerciale	20
3)	PRINCIPAUX ACCORDS COMMERCIAUX BILATÉRAUX, RÉGIONAUX, MULTILATÉRAUX ET PRÉFÉRENTIELS .....	21
i)	Accords bilatéraux	21

ii)	Accords régionaux	22
iii)	Accords multilatéraux	23
iv)	Accords préférentiels	23
<b>IV.</b>	<b>MISE EN OEUVRE ET ÉVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE.....</b>	<b>23</b>
1)	MESURES AGISSANT SUR LES IMPORTATIONS .....	23
i)	Droits de douane et autres taxes et impositions,	23
ii)	Les prohibitions, les contingents et les restrictions quantitatives	24
iii)	Les licences d'importation	24
iv)	Évaluation en douanes à l'importation	24
v)	Règles d'origine	24
vi)	Les normes	24
2)	MESURES AGISSANT SUR LES EXPORTATIONS .....	25
i)	Cadre réglementaire, restrictions quantitatives et contingents .	25
ii)	Taxes et impositions à l'exportation	25
iii)	Zones franches et zones industrielles	25
iv)	Subventions et aides à l'exportation	26
v)	Promotion des exportations	26
3)	MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE .....	27
i)	Entreprises publiques et processus de privatisations	27
ii)	Les stratégies des investissements	28
iii)	Les marchés publics	28
iv)	La législation sur la concurrence	28
4)	LES BESOINS POLITIQUES ET LES OBJECTIFS DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DU DÉVELOPPEMENT .....	28
5)	ENVIRONNEMENT COMMERCIAL EXTÉRIEUR ET PROBLÈMES RENCONTRÉS SUR LES MARCHÉS EXTÉRIEURS .....	29
i)	Environnement commercial extérieur	29
ii)	Problèmes rencontrés sur les marchés extérieurs	29
<b>V.</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>29</b>

## I. GÉNÉRALITÉS

### 1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1. Le Togo a été confronté vers la fin des années 70 à une dégradation des équilibres internes et externes, provoquée notamment par une détérioration prolongée des termes de l'échange imputable à la chute des cours mondiaux des principaux produits d'exportation. Les autorités togolaises se sont par conséquent engagées depuis 1983, dans un processus d'ajustement destiné à rétablir la viabilité économique par des réformes structurelles en profondeur et à permettre la reprise de la croissance. Les programmes successifs mis en oeuvre par le Gouvernement ont été soutenus par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux.

2. Ces efforts d'ajustement qui ont permis d'atteindre des performances relativement satisfaisantes au plan des équilibres macro-économiques ont malheureusement été fortement perturbés et mis à mal à partir du dernier trimestre de 1990 par les troubles socio-politiques qui ont accompagné le processus de démocratisation. La crise socio-politique a culminé en 1993 avec une grève générale qui a duré plus de 9 mois dans certaines branches d'activité.

3. La crise a particulièrement affecté les secteurs secondaire et tertiaire dont les unités de production sont installées, pour la plupart, à Lomé et dans ses environs. Seul le secteur primaire a connu une croissance en raison de l'afflux de main-d'oeuvre constituée par les populations urbaines qui se sont déplacées vers la campagne durant les troubles socio-politiques.

4. Les recettes de l'Etat ont fortement baissé face à des dépenses en baisse moins sensibles. Ainsi, le déficit des opérations financières de l'Etat s'est sérieusement aggravé avec l'accumulation des arriérés de paiements internes et externes.

5. C'est dans ce contexte économique et financier aussi dégradé qu'est intervenu le 12 janvier 1994, l'ajustement du taux de change du franc CFA par rapport au franc français et dont les premiers effets ont aggravé l'inflation dans les activités économiques en général.

6. En vue de mettre un terme à la détérioration persistante de la situation économique et financière et tirer pleinement profit des opportunités offertes par la dévaluation du franc CFA, les autorités togolaises ont décidé de mettre en place des programmes d'ajustement triennaux et à moyen terme destinés à remédier aux déséquilibres économiques et favoriser la croissance dans l'équité.

7. A cet effet, les objectifs globaux de politiques économique et commerciale ont été définis par le Premier Ministre dans son discours programme de septembre 1996 ( voir point II.1))

8. Des efforts considérables ont été alors accomplis pour atteindre les principaux objectifs macro-économiques. L'économie togolaise a repris le chemin de la croissance avec un taux d'inflation relativement faible et des améliorations du solde du compte courant extérieur. Toutefois, le taux d'investissement est resté assez faible compte tenu des besoins du pays.

9. Aussi, depuis quelques années, le pays évolue dans un cadre politique démocratique relativement stable et caractérisé par le multipartisme, l'existence d'une presse privée libre et l'institution de plusieurs organes démocratiques (Cour constitutionnelle, haute autorité de l'audiovisuel et de la communication, Conseil supérieur de la magistrature, Cour des comptes, Haute cour de justice, Cour suprême).

10. En résumé, dans ce contexte socio-économique, le Togo a enregistré des taux de croissance positifs et variables (16,4% en 1994; 6,8% en 1995; 9,1% en 1996 et 4,7% en 1997), tout en comptant parmi les Pays les moins avancés d'Afrique avec un PNB de 320 dollars EU par habitant en 1994.

## **2) CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE COMMERCIALE**

11. Dans le cadre de sa politique générale de développement économique et social, le Togo pratique depuis de longues années une politique commerciale libérale.

12. Confirmée en termes de politique de portes ouvertes dans les années 70, cette option libérale a été cependant ponctuée de mesures interventionnistes dont:

- Le commerce d'État sous monopole;
- Les mesures tarifaires et fiscales;
- Les mesures non tarifaires telles que:
  - la réglementation des importations et des exportations avec pour effets les contingentements et les prohibitions;
  - la protection des industries locales;
  - les licences d'importation et d'exportation;
  - les mesures d'enregistrement des opérateurs économiques;
  - l'homologation et le contrôles des prix, etc.

13. Au fil des années, et face aux contraintes de l'environnement économique et commercial national et international, le Togo a, de façon autonome ou sur recommandation du FMI, de la Banque mondiale et d'autres organisations internationales, renforcé son option libérale par la suppression des diverses mesures interventionnistes et par les mesures générales de libéralisation des activités économiques et commerciales depuis les années 80. Il a également renforcé les mesures destinées à attirer les investissements étrangers.

## **II. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES**

### **1) OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE**

#### **i) Objectifs généraux de politique économique**

14. Afin de répondre aux aspirations des populations en matière de développement économique et social, le Premier Ministre, dans son discours programme de septembre 1996 a défini les objectifs généraux de la politique économique à savoir:

- Redresser les équilibres macro-économiques et financiers;
- Relancer les programmes de développement en vue d'une croissance économique et commerciale soutenue, durable et équilibrée. C'est dans cette perspective que se situent les programmes suivants:
  - assainissement des finances publiques;
  - privatisation des entreprises publiques;
  - ajustement et relance économique;
  - renforcement des capacités de gestion du développement incluant la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté, l'ajustement du secteur financier, l'appui au secteur privé, le plan d'action pour le développement et la promotion du commerce;

- Améliorer la compétitivité extérieure du pays;
- Tirer parti du schéma d'intégration économique sous régionale au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO;
- Tirer également profit des activités opérationnelles du système des Nations unies, se rapportant au développement économique, commercial et social.

15. Les résultats quantitatifs escomptés de ces programmes sont:

- Obtenir un taux de croissance annuel du PIB réel d'environ 6% en moyenne;
- Maintenir le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation, à 3% en moyenne;
- Réduire le déficit des transactions courantes de la balance des paiements, dons compris;
- Régler les arriérés intérieurs;
- Résorber au mieux les arriérés de paiements extérieurs;
- Réduire de manière substantielle le niveau des concours bancaires intérieurs hors FMI accordés à l'Etat et aux entreprises publiques.

16. Les ressources nécessaires pour la mise en oeuvre de ces programmes et pour atteindre les résultats escomptés devraient provenir de l'augmentation de l'épargne intérieure ainsi que de l'augmentation du niveau du financement extérieur.

## ii) Objectifs généraux de politique commerciale

17. Sur le plan commercial en général et malgré les difficultés économiques et les soubresauts socio-politiques, le Togo est préoccupé par le renforcement et l'amélioration de sa vocation de place commerciale et de pays de transit en Afrique de l'ouest.

18. En effet, grâce à des infrastructures dont notamment le port autonome en eau profonde, les aéroports de classe internationale de Lomé et de Niamtougou, la Zone franche de transformation pour l'exportation, les voies routières etc, le Togo est un carrefour commercial dans la sous-région ouest-africaine. Aussi, dans l'esprit de solidarité et de complémentarité, il sert de centre de relais aux importations et aux exportations des pays voisins et surtout des pays sans littoral.

19. Au delà de cette préoccupation aux niveaux national, régional et continental, le Togo n'est pas resté en marge du nouveau contexte économique et commercial international.

20. En effet, en dehors des mesures de libéralisation générale des activités économiques et commerciales et pour répondre aux exigences du nouveau contexte économique et commercial international, le Togo a pris les dispositions nécessaires et est Membre originel de l'OMC depuis le 31 mai 1995.

21. Depuis ces dernières années et pour l'avenir, les préoccupations prises et à prendre en compte dans le cadre de la politique commerciale consistent à:

- Mettre en oeuvre le plan d'action pour le développement et la promotion du commerce;
- Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire en vue de créer un environnement favorable au secteur privé, à l'investissement et à la promotion des exportations et du commerce extérieur;
- Elaborer et mettre en oeuvre des mesures de suivi et d'accompagnement afin que la libéralisation profite effectivement au secteur privé, aux consommateurs et à l'économie nationale et qu'elle soit un facteur de développement économique et social du pays;

- Identifier les inconvénients et les avantages comparatifs des mesures de libéralisation et sensibiliser les opérateurs économiques sur les dispositions à prendre pour réduire et écarter les inconvénients d'une part (inflation, implication abusive ou erronée de la dévaluation et de la TVA dans les prix) et maximiser les avantages d'autre part (diversification des sources d'approvisionnement, concurrence loyale, réduction de l'inflation);
- Renforcer et améliorer la production et la productivité des produits effectivement exportables;
- Identifier et mettre en oeuvre des mesures d'incitation, d'encouragement et de soutien à la diversification et à l'intensification de la production pour l'exportation de produits non traditionnels, agricoles, halieutiques, industriels, artisanaux, et d'élevage;
- Renforcer et améliorer les structures, les mécanismes et les procédures de collecte, de stockage, de gestion et de diffusion des informations commerciales à l'exportation et à l'importation;
- Renforcer et améliorer les capacités humaines et institutionnelles de gestion et de promotion des activités commerciales et connexes ainsi que la coordination entre les structures qui interviennent dans la promotion du commerce;
- Renforcer la participation aux foires internationales et régionales pour promouvoir les produits exportables;
- Améliorer la compétitivité au point de vue des quantités, de la qualité et des normes;
- Elaborer et mettre en oeuvre des mesures d'encouragement à l'investissement et au financement de la production pour l'exportation sous l'encadrement de structures adaptées;
- Rationaliser les importations (meilleures sources d'approvisionnement aux moindres coûts en tenant compte du rapport qualité prix);
- Assurer une meilleure régulation du marché intérieur et organiser la concurrence;
- Poursuivre le désengagement de l'Etat des secteurs non stratégiques;
- Intensifier et améliorer le commerce de transit;
- Renforcer la présence active du pays au sein des organisations internationales chargées du commerce international;
- Suivre et exploiter effectivement les accords bilatéraux et multilatéraux et les conventions liant notre pays ainsi que les différents systèmes de préférences et les schémas de libéralisation prévus dans ces cadres;
- Associer pratiquement le secteur privé, la société civile, les universitaires, les ONG, les syndicats, les associations civiles à l'élaboration et à la mise en oeuvre des mesures relatives à ces préoccupations.

**iii) Objectifs généraux au point de vue socio-politique**

22. Dans ce domaine, les préoccupations consistent à:

- Consolider la démocratie, la sécurité et la paix;
- Renforcer la solidarité nationale;
- Relever le défi éducatif et culturel;
- Conduire une diplomatie active axée sur une coopération agissante.

23. Ces préoccupations constituent en effet les conditions de base pour un environnement social permettant d'atteindre les objectifs de la politique économique et commerciale.



**2) OBJECTIFS SECTORIELS**

24. Sur le plan sectoriel les objectifs du gouvernement consistent à libéraliser les activités, renforcer les capacités humaines, institutionnelles, matérielles, infrastructurelles et améliorer l'efficacité dans les divers secteurs.

**i) Administration publique pour le développement économique et commercial**

25. Dans ce secteur, les objectifs consistent à restructurer les départements ministériels chargés de ce secteur pour les rendre plus dynamiques et plus performants dans l'accomplissement de leurs missions et faire de l'administration publique togolaise un outil efficace de développement.

26. Ainsi, la stratégie de modernisation de l'administration publique vise, entre autres, la redéfinition des missions essentielles de l'Etat et de chaque département ministériel concerné, la mise en oeuvre du programme de décentralisation de l'administration, d'une politique cohérente de l'emploi incluant un plan d'effectifs approprié, la mise en place de mesures incitatives permettant une émulation porteuse d'une productivité plus accrue. C'est dans ce contexte qu'a été créé, avec la récente restructuration du Gouvernement, un Ministère chargé de la modernisation de l'administration.

**ii) Finances publiques et monnaie**

27. La politique budgétaire vise essentiellement le respect des critères de convergence définis au sein de l'UEMOA et a pour principal objectif à moyen terme d'accroître l'épargne publique afin de maintenir un taux élevé d'investissements publics en général et en particulier ceux financés sur les ressources internes. Dans cette optique, des mesures appropriées seront prises dans le sens de la rationalisation des dépenses pour atteindre un niveau de déficit global susceptible d'être financé par des ressources ordinaires et permettant d'apurer les arriérés intérieurs et extérieurs et de réduire le déficit global hors dons.

28. La politique monétaire globale du Togo continuera d'être coordonnée au niveau régional avec ses partenaires au sein de l'UEMOA de manière à ce que les réserves de change permettent de garantir la stabilité du franc CFA. La politique des taux d'intérêt visera à maintenir les taux d'intervention à des niveaux permettant d'attirer et de retenir les capitaux dans les pays de la zone. Les autorités togolaises continueront à travailler en coopération avec leurs partenaires de l'UEMOA afin de renforcer les mécanismes que la banque centrale régionale utilise pour absorber les liquidités bancaires, poursuivre les progrès dans la mise en place d'un marché financier régional et accroître l'efficacité de la mobilisation des ressources financières intérieures.

**iii) Les services**

29. L'option de désengagement de l'Etat des activités de production de biens et de services et de suppression des monopoles devrait faciliter grandement la libéralisation du commerce et la viabilisation des réseaux financiers, bancaires et des assurances au bénéfice des opérateurs du commerce intérieur et extérieur et des services en amont et en aval dont, entre autres, les transports, les postes et télécommunication, l'eau et l'électricité, le tourisme.

a) Transports

30. Les objectifs du gouvernement dans le secteur sont entre autres:

- Renforcer, réhabiliter et entretenir régulièrement les infrastructures routières, urbaines et rurales; à cet effet, un Fonds d'entretien routier a été mis en place;
- Poursuivre le processus de libéralisation des transports maritimes; dans ce sens, il a été mis fin à la répartition du fret afin de permettre aux opérateurs économiques de choisir librement leurs transporteurs; par ailleurs, les tarifs portuaires ont été nettement simplifiés;
- Renforcer, améliorer et faciliter le commerce de transit par le corridor togolais en vue du renforcement de la compétitivité extérieure du Togo. A cet effet, le Gouvernement envisage la création d'un port sec à Blitta pour assurer plus de facilité au transport des marchandises vers l'intérieur du pays et les pays de l'interland;
- Restructurer et améliorer les transports ferroviaires;
- Améliorer les performances des services relatifs aux transports aériens;
- Maîtriser les coûts sociaux des transports et assurer une sécurité efficace dans le secteur.

b) Postes et télécommunications

31. Pour assurer des prestations de services efficaces et compétitives en matière de télécommunications, le Gouvernement a engagé depuis 1995, un processus de libéralisation du secteur qui doit aboutir en 1999 à l'ouverture du capital de TOGO TELECOM aux privés. L'objectif à terme est de libéraliser tous les segments du marché. Le processus qui a déjà commencé par l'octroi d'une licence pour la téléphonie cellulaire comprend entre autres la mise en place d'une agence de réglementation du secteur et d'une cellule de gestion des fréquences.

32. Dans le domaine des postes, le processus de restructuration sera poursuivi et aboutira à une gestion privée des services des postes.

c) Electricité et eau

33. Dans le domaine de l'eau et de l'électricité, l'action du Gouvernement se concentrera sur la poursuite de la mise en oeuvre de mesures tendant à recouvrer les coûts des prestations et à pratiquer des tarifs conséquents permettant de rentabiliser autant que possible les unités de production afin d'augmenter leurs capacités d'autofinancement des investissements.

34. C'est dans ce sens que la mise en oeuvre du plan d'apurement des arriérés intérieurs a accordé en 1997 une importance particulière aux créances de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) et de la Régie nationale des eaux du Togo (RNET) sur l'Etat et les sociétés d'Etat. Par ailleurs, pour améliorer l'efficacité de la gestion de ce secteur, le Gouvernement fera également recours au secteur privé, soit dans le cadre d'une privatisation pure et simple, soit en faisant usage des formules telles que la privatisation de la gestion commerciale (cas de la RNET) ou la concession (cas de la CEET).

35. Le Gouvernement s'emploiera également à promouvoir dans le secteur, l'investissement du secteur privé pour la gestion de l'énergie et de l'eau en vue d'un meilleur approvisionnement de la population. De même, il recherchera à terme, une solution globale aux problèmes d'énergie dans le cadre d'une concertation sous-régionale.

36. L'action du gouvernement s'intéressera à moyen terme à l'accroissement de la production d'énergie électrique pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations. Cette action est conduite par la Communauté électrique du Bénin (CEB) et concerne essentiellement la réhabilitation et l'entretien des centrales thermiques, la construction d'un nouveau barrage sur le Mono, l'évaluation et exploitation des ressources énergétiques du pays.

d) Le tourisme

37. Les objectifs sectoriels dans ce domaine consistent notamment à:

- Elaborer un plan directeur national et des plans directeurs régionaux de développement et de promotion du tourisme;
- Mettre en place des services de promotion du tourisme: office national, comité consultatif, conseils régionaux;
- Actualiser le cadre réglementaire et fiscal afin qu'il soit plus incitatif et attractif;
- Valoriser les sites d'intérêt touristique existants (rénovation, équipement, entretien, salubrité, hygiène) et aménager les sites potentiels: le littoral, les abords des lacs et autres places à Lomé et à l'intérieur du pays;
- Valoriser les ressources humaines de la profession touristique et former des guides de tourisme;
- Sensibiliser les différentes couches de la population et les différentes catégories des forces de l'ordre intervenant dans l'accueil et la sécurité des touristes et la protection des sites touristiques;
- Promouvoir le tourisme national et sous-régional; dans ce sens, la première édition de la caravane du tourisme national vient d'avoir lieu à l'occasion de la journée mondiale du tourisme; aussi sur le plan sous-régional le Togo a institué avec ses pairs le "visa touristique entente" dans le cadre du Conseil de l'entente.

iv) Secteur agricole

38. Dans ce secteur, les objectifs consistent notamment à:

- Poursuivre la libéralisation des filières. A cet effet, après la filière café-cacao qui a été totalement libéralisée depuis la commercialisation primaire jusqu'à l'exportation, la filière coton a connu un début de libéralisation de l'exportation avec la naissance de la Société industrielle de coton (SICOT) qui égrène le coton et exporte la fibre pour son propre compte;
- La mise en place d'un programme de relance du secteur agricole;
- Le développement du crédit rural et coopératif et la création d'un fonds de développement villageois;
- L'amélioration des revenus et des conditions de vie des populations rurales par une productivité plus accrue et une politique des prix rémunérateurs;
- Le renforcement des capacités matérielles de la recherche agronomique;
- La dotation des institutions en moyens pour élaborer, appliquer et suivre la politique et les programmes du secteur;
- L'intensification et la diversification de la production afin de renforcer la sécurité alimentaire, d'améliorer l'équilibre nutritionnel, de permettre des substitutions aux importations et d'accroître les exportations;
- Une croissance de l'agriculture supportable par l'environnement;
- La valorisation des ressources humaines du secteur agricole;
- La gestion et la collecte des données statistiques pour la planification agricole;

- Un appui adéquat aux chambres régionales d'agriculture mises en place afin qu'elles consolident leur rôle d'encadrement des agriculteurs aux côtés de l'Etat qui ne sera plus qu'un catalyseur;
- Instauration d'une politique foncière garantissant la sécurité de l'accès à la terre;
- Amélioration des infrastructures de stockage.

**v) Environnement**

39. Dans ce domaine, le Gouvernement a pris progressivement des mesures à travers un processus de Plan national d'action pour l'environnement (PNAE) en vue d'améliorer la gestion de l'environnement et promouvoir un développement économique et social écologiquement viable.

40. Pour atteindre cet objectif global, la politique de l'environnement vise à:

- Renforcer les capacités nationales en matière de gestion de l'environnement par des structures publiques, privées et des organisations non gouvernementales;
- Assurer la prise en compte effective des préoccupations environnementales dans la planification et la gestion du développement économique et social;
- Promouvoir une gestion saine et durable des ressources naturelles et de l'environnement tout en améliorant le cadre et les conditions de vie des populations;
- Renforcer la dynamique d'intégration sous-régionales et de coopération internationale pour une gestion concertée des ressources partagées ou transfrontalières.

41. Dans le domaine du commerce en particulier, les stratégies consisteront à:

- Elaborer et mettre en oeuvre des normes et standards environnementaux en vue d'éviter la consommation et l'utilisation de produits nuisibles à la santé et à l'environnement;
- Réviser la structure de prix du gaz pour le situer à un niveau accessible à la majorité des citoyens et comparable à celui des pays voisins afin de réduire la pression sur les ressources ligneuses;
- Promouvoir la consommation de produits pétroliers moins nocifs à l'environnement.

**vi) L'industrie**

42. Le secteur industriel constitue avec l'agriculture et le commerce, le potentiel de croissance économique à long terme du Togo.

43. Elle se limite actuellement au secteur manufacturier qui est relativement récent. Les unités industrielles sont, pour la plupart des agro-industries auxquelles s'ajoute la première chaîne d'extraction des phosphates.

44. Profondément éprouvée par la crise politique, la tendance aujourd'hui de l'industrie est à la reprise.

45. En vue de conforter cette reprise, l'accent sera mis sur les actions prioritaires portant sur:

- La promotion du secteur privé et la création de la Maison de l'industrie et du dispositif du guichet unique;
- L'aménagement et l'équipement des infrastructures industrielles offrant un cadre d'accueil tant aux investissements de la zone franche que sur le territoire douanier;
- La mise en place d'un cadre réglementaire incitatif;

- L'appui institutionnel aux structures de gestion du développement industriel.

#### **vii) Mines**

46. Outre l'exploitation des gisements de phosphates dont la production domine l'économie nationale avec environ 50% des recettes d'exportation, le Togo n'est pas un pays à forte dominance minière, bien qu'il existe d'importants gisements, en fer, chromite, manganèse, etc.

47. Dans la perspective de la promotion du secteur minier, les grands axes de la politique à mener sont notamment:

- La diversification des produits miniers d'exportation;
- le renforcement des capacités humaines et matérielles de la Direction générale des mines et de la géologie;
- L'incitation des investisseurs étrangers par la mise en place d'un cadre propice à l'exercice des activités de prospection au Togo grâce à la mise en oeuvre du nouveau Code minier;
- La promotion de l'artisanat minier par la création de revenus aux artisans.

### **3) LES OBJECTIFS DU TOGO DANS LE CADRE DE L'OMC**

#### **i) Le Togo dans le contexte du GATT et de l'OMC**

48. Après avoir appliqué de fait l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1947 sous la colonisation, le Togo est devenu Partie contractante ou membre de droit du GATT à compter du 20 mars 1964.

49. N'ayant pas de représentation à Genève, le Togo suivait à distance les activités du GATT, soit par l'intermédiaire de son Ambassadeur dans l'un des pays voisins de la Suisse, soit par des missions d'informations relativement exploitées.

50. Dans ces circonstances, le Togo, tout comme les PMA d'Afrique en général, n'a pratiquement pas participé aux négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Il n'a par ailleurs pas participé aux cérémonies solennelles de signature de l'Acte final du Cycle d'Uruguay qui ont eu lieu le 15 avril 1994 à Marrakech (Maroc).

51. Cependant, en dehors des mesures générales de libéralisation des activités économiques et commerciales entreprises depuis les années 80, le Togo a signé l'Acte final du Cycle d'Uruguay le 9 août 1994 à Genève. Aussi, les listes de concessions (consolidation) et d'engagements spécifiques en matière des services ont été confectionnées et transmises à l'OMC en avril 1995.

52. Prenant acte de la présentation des Accords du Cycle d'Uruguay et du cadre de l'OMC par le Ministre chargé du commerce, l'Assemblée nationale a délibéré et adopté le 11 avril 1995 le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord instituant l'OMC. Cette autorisation a été effective aux termes de la Loi n° 95-013/PR du 19 avril 1995 portant promulgation. A l'issue de ces formalités, le Togo est devenu Membre originel de l'OMC depuis le 31 mai 1995.

#### **ii) Objectifs de politique commerciale du Togo dans le cadre de l'OMC**

- Adapter la réglementation et les activités commerciales aux exigences du commerce international, et exploiter les opportunités offertes;
- Maîtriser et exécuter les obligations de notification;

- Procéder périodiquement à une analyse rétrospective sur le plan international, de sa politique commerciale qui doit être adaptée aux besoins nationaux de développement socio-économique durable et aux exigences du commerce international dans le contexte de la mondialisation; à cet effet, le Togo a soumis à l'OMC sa demande pour le premier examen de sa politique commerciale et le processus est en cours;
- Tirer profit du cadre intégré d'assistance technique pour le développement des activités commerciales et liées au commerce des PMA: à l'occasion de la réunion de haut niveau organisée par l'OMC, la CNUCED, le CCI, le PNUD, le FMI et la Banque mondiale, les 27 et 28 octobre 1997 à Genève et consacrée à la conception de ce cadre, le Togo a élaboré et soumis à l'OMC l'évaluation globale de ses besoins généraux d'assistance technique. Les organisations internationales précitées ont élaboré un document préliminaire de réponses intégrées, le Togo devra élaborer des observations par rapport aux réponses proposées avant la programmation de la table ronde d'appréciation synthétique des besoins exprimés et des réponses proposées avant leur mise en oeuvre; le processus suit son cours;
- Faire connaître davantage les Accords du Cycle d'Uruguay et le cadre de l'OMC au Togo: les Accords du Cycle d'Uruguay et le cadre de l'OMC sont relativement familiers aux institutions gouvernementales, para-gouvernementales et au secteur privé au Togo; il existe cependant un besoin réel d'assistance pour la maîtrise des Accords du Cycle d'Uruguay et une meilleure connaissance de l'OMC au Togo; par conséquent, un séminaire national sur ce sujet est nécessaire;
- Tenir périodiquement des séminaires d'informations sur les Accords du Cycle d'Uruguay et sur l'OMC ainsi que sur leurs implications, leurs défis et leurs avantages et les moyens de réduire les risques d'être victimes des uns et maximiser les possibilités de tirer profits des autres; la tenue d'un séminaire de ce genre a été demandée; ce séminaire était programmé pour février 1998. Mais il a été reporté à une date ultérieure; il devrait être reprogrammé;
- Acheter l'étude sur l'impact des Accords du Cycle d'Uruguay sur l'économie togolaise: programmée par la CNUCED, cette étude est en cours de réalisation par un expert international et un expert national, professeur à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université du Bénin (UB); cette étude devrait permettre à notre pays d'identifier les contraintes et les atouts de ces accords ainsi que les moyens de les gérer en réduisant les défis et en tirant profit des opportunités offertes; mais les travaux sont encore à l'étape initiale et le calendrier devrait par conséquent être revu;
- Tirer profit de l'assistance technique pour l'accès aux informations commerciales par l'Internet: le Togo et notamment le Ministère chargé du commerce a bénéficié d'un centre de référence sur le système du commerce multilatéral par l'installation d'un ordinateur et d'autres accessoires qui doivent lui permettre d'accéder aux sources d'informations disponibles sur l'Internet et les CDROMS, cette assistance devrait être renforcée par la fourniture d'autres équipements;
- Tirer profit de la "Maison universelle" proposée par la Suisse dans le cadre des Accords de Siège de l'OMC à Genève et dont les locaux pourront profiter aux PMA qui désirent avoir une représentation auprès des organisations internationales à Genève;
- Identifier et profiter des opportunités d'exportations et d'accès aux marchés des biens et des services;
- Former les compétences nationales en matière de gestion des accords du Cycle d'Uruguay en particulier et en matière de politique commerciale de l'OMC en général;

- Bénéficier de l'assistance technique afin d'identifier les défis et les opportunités de la mondialisation en vue de maîtriser les uns et tirer profits des autres;
- Maintenir et respecter la consolidation des taxes douanières consentie et les engagements spécifiques pris en matière de services.

#### **4) RÉGIME D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION**

53. Les licences d'importation et d'exportation, les prohibitions et les contingentements étant supprimés (voir détails aux points III.1)v), III.1)vi) et III.1)vii)), le régime d'importation et d'exportation se résume à travers les conditions, les procédures et les délais à l'importation et à l'exportation. Ceux-ci se rapportent aux transactions au niveau des banques et aux formalités au niveau du port d'enlèvement ou d'embarquement, à la douane et au fisc.

54. Pour les phosphates encore soumis à la licence d'exportation, les conditions et les procédures se rapportent également aux transactions au niveau des banques, à la levée des licences au Ministère chargé du commerce et aux formalités à la douane et au port d'embarquement. La délivrance des licences dans ce cas intervient dans un délai de 48 heures environ.

55. Depuis la libéralisation du commerce des divers produits, il n'y a pas de produits faisant l'objet de prohibition ou de restriction quantitative absolue à l'importation ou à l'exportation.

56. Cependant, l'importation des produits jugés dangereux notamment les armes et les munitions, les explosifs et les matériels militaires de même que les stupéfiants est strictement contrôlée.

57. Ces restrictions se justifient par des raisons de sécurité pour les armes, les munitions, les explosifs et les matériels militaires. Pour ce qui concerne les stupéfiants, les raisons sont d'ordre sanitaire, moral et social.

58. Au point de vue pharmaceutique et hygiénique, le Togo n'interdit pas l'entrée de produits pharmaceutiques sur son marché.

59. Il n'existe en effet aucune liste de produits prohibés. Cependant, il existe des produits réglementés tels que les psychotropes et les produits supprimés temporairement pour cause de toxicité avérée.

60. Par ailleurs, l'exportation des produits industriels locaux, des céréales et autres produits vivriers peut être provisoirement suspendue pour protéger la consommation nationale en cas de pénurie.

### **III. CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE**

#### **1) LOIS ET RÉGLEMENTS NATIONAUX**

61. le cadre réglementaire de la politique commerciale comporte des textes organiques et des textes réglementaires.

##### **i) Les textes organiques**

62. Au titre des textes organiques il convient de noter entre autres le Décret 80-184/PR/MCT du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du Ministère chargé du commerce.

63. Ce décret définit en ses Articles 5 et 6 les attributions et l'organisation de la Direction du commerce intérieur et de la Direction du commerce extérieur.

64. Il faut noter également les textes organiques relatifs aux Ministères et aux divers services dont les activités se rapportent au commerce et qui interviennent dans la conception et la mise en oeuvre de la politique commerciale.

**ii) Les textes réglementaires**

65. Les textes réglementaires se rapportent aux divers aspects des activités commerciales et aux conditions de leur exercice ainsi qu'à leur institution et leur libéralisation.

**iii) Institution et suppression du commerce d'Etat sous monopole**

66. En raison des besoins qui s'imposaient dans les années 70, et dans le souci d'assurer l'approvisionnement régulier et équitable du pays en denrées et produits de première nécessité à des prix pondérés, l'Etat a institué un commerce d'Etat sous monopole de la Société nationale de commerce (SONACOM) par l'Arrêté n° 73/8/SECIPT/DCE/DCIP du 11 juin 1973. La SONACOM elle-même avait été créée par Décret 72-241 du 29 novembre 1972.

67. Ce monopole a été supprimé par l'Ordonnance n° 88/04 du 27 juin 1988 portant libéralisation des produits soumis au monopole de la SONACOM. Celle-ci a par conséquent été liquidée.

**iv) La carte d'importateur**

68. Elle est le document qui témoigne qu'un opérateur économique a été dûment enregistré notamment au Ministère du commerce, au Tribunal de commerce, à la Direction générale des impôts et à la Chambre de commerce et qu'il peut procéder aux activités d'importation et/ou d'exportation.

69. La carte d'importateur a été instituée par le Décret 69-223/PR du 17 novembre 1969 définissant la profession d'importateur et les conditions d'attribution des titres d'importation.

70. Les conditions d'obtention de cette carte ont été actualisées par l'Arrêté interministériel n° 25/MIC/MEF du 5 novembre 1996 fixant les conditions de délivrance de la carte d'importateur/exportateur et de chargeur.

**v) L'autorisation et la licence d'importation**

71. Elles ont également été instituées par le Décret 69-223/PR du 17 novembre 1969.

72. Les conditions de leur obtention ont été précisées par l'Arrêté interministériel n° 7/MCT/MEF du 23 mars 1983 fixant les conditions d'attribution des titres d'importation.

73. Dans la mouvance de la libéralisation, l'Arrêté interministériel n° 10/MCT/MEF du 29 mai 1989 a supprimé les licences et les autorisations d'importation en général sauf pour le ciment, le fer à béton, la farine de blé et les tôles ondulées, produits et commercialisés sous monopole par les industries nationales.

74. A ce jour, l'importation et la commercialisation de ces produits sont libéralisées par la note circulaire n° 1023/MCPT/DCE du 17 août 1995.



**vi) La licence d'exportation**

75. La licence d'exportation a été instituée par l'Arrêté n° 611-50 AE du 29 juillet 1950 complété par l'Arrêté n° 625-50 AE du 3 août 1950.

76. L'évolution récente dans la mouvance de la libéralisation a supprimé les licences d'exportation par catégorie de produits.

**a) Cas des produits industriels locaux**

77. L'Arrêté interministériel n° 2/MCT/MEF du 14 mars 1988 a supprimé les licences d'exportation pour les produits industriels locaux et a prévu que des mesures de sauvegarde peuvent être prises en faveur de la consommation locale en cas de pénurie.

**b) Cas des céréales et des produits vivriers**

78. Les licences d'exportation en ce qui les concerne ont été supprimées par le Décret 92-092/PM/RT du 10 avril 1992 qui a également prévu que l'exportation de ces produits peut être provisoirement interdite pour protéger la consommation locale en cas de pénurie.

**c) Cas des produits de rente**

79. Le Décret 96-025/PR du 18 mars 1996 a supprimé les procédures de licence et d'agrément pour les produits de rente (café, cacao, arachide, coprah, kapok, karité) ainsi que le monopole d'exportation de ces produits par l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT) liquidé. Un comité de coordination de la filière café-cacao, principalement composé d'opérateurs économiques, collecteurs ou exportateurs de ces produits a été mis en place par l'Arrêté interministériel n° 17/MCPT/MDRHV du 14 juin 1996 alors que l'Arrêté interministériel n° 18/MCPT/MDRHV du 14 juin 1996 a défini les modalités de collecte et d'exportation de ces produits.

**vii) Cas des contingentements et des prohibitions**

80. Après les diverses réglementations relatives aux contingentements à l'importation en faveur des industries locales et aux prohibitions d'importation, la note circulaire n° 144/MCT/DCE du 7 mars 1988 a supprimé les contingentements et l'Arrêté interministériel n° 11/MCT/MEF du 28 avril 1992 a supprimé les prohibitions d'importation.

**viii) Le cadre réglementaire en matière de fiscalité**

81. Il comprend principalement la Loi n° 83-22 du 30 décembre 1983 portant Code général des impôts (CGI). Celui-ci a été modifié par la Loi n° 85-9 du 14 mars 1985 et les différentes lois de finances depuis 1986 ont progressivement, modifié ou complété certaines dispositions du code qui vient d'être actualisé pour tenir compte des différents réajustements.

82. Le code général des impôts porte sur les impôts directs, les impôts indirects et les droits divers.

**ix) Le cadre réglementaire en matière de douane**

83. Il comprend essentiellement la Loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes.

84. Les dispositions du code des douanes sont notamment relatives aux principes généraux du régime des douanes, à l'organisation et au fonctionnement des services des douanes, aux transports des marchandises, aux opérations de dédouanement, aux régimes spéciaux, au dépôt en douane, aux opérations spéciales, à la circulation et à la détention des marchandises sur le territoire douanier, à la navigation, aux taxes diverses, au contentieux.

85. Certaines dispositions du code des douanes sont explicitées par des décrets d'application à savoir entre autres:

- Le Décret 67-54 du 23 février 1967 relatif aux modalités d'application du régime général des acquis à caution et du transit;
- Le Décret 67-51 du 23 février 1967 fixant les modalités relatives à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières;
- Le Décret 67-52 du 23 février 1967 fixant les conditions d'application du régime d'admission temporaire;
- Le Décret 71-152 du 8 juillet 1971 portant modification du Décret 67-52 du 23 février 1967.

86. Il faut noter par ailleurs qu'un nouveau code des douanes vient d'être adopté par le Conseil des ministres et soumis à l'Assemblée nationale; il porte notamment sur la révision du tarif douanier.

**x) Le cadre réglementaire en matière d'investissements**

87. Il porte sur le code des investissements. Introduit dans le système économique du Togo en 1965, il est l'instrument de promotion des investissements dans les domaines industriel, agricole, artisanal, commercial, touristique. Il porte également sur les dispositions relatives aux investissements en Zone franche.

88. Le code des investissements en général met en rapport trois agents économiques: l'Etat, les opérateurs économiques et les consommateurs et doit être profitable à tous en termes différents.

89. Pour atteindre de façon performante ce triple objectif, il est périodiquement révisé.

90. Après les révisions de 1973 et de 1978, ont été successivement adoptées:

- La Loi n° 85-03 du 29 janvier 1985 portant réaménagement du code des investissements, assortie de la Loi n° 85-02 du 29 janvier 1985 portant charte de l'entreprise togolaise;
- La Loi n° 89-22 du 31 octobre 1989 portant code des investissements.

91. Au point de vue institutionnel, la Société nationale des investissements (SNI) avait été créée en 1970 pour assurer la promotion des investissements. Elle est en cours de transformation en Banque nationale des investissements (BNI).

92. Il convient de remarquer que l'harmonisation des stratégies d'investissement dans le cadre de l'UEMOA est en cours.

93. Les dispositions relatives aux investissements en Zone franche se rapportent principalement à la Loi n° 89-14 du 18 septembre 1989 portant statut de Zone franche de transformation pour l'exportation et au Décret n° 90/40 du 14 avril 1990 pris en application de la Loi n° 89-14.

94. Elles portent sur les conditions d'éligibilité, les obligations, les avantages et les procédures d'agréments.

**xi) Le cadre réglementaire en matière d'intégration régionale**

a) Les mesures d'intégration régionale dans le cadre de la CEDEAO

95. Il faut noter principalement dans ce domaine:

- Le Décret 89-29 du 28 février 1989 portant application du schéma de libéralisation des échanges des produits originaires au sein de la CEDEAO;
- L'Arrêté interministériel n° 281/MEF/MCT du 28 mai 1989 portant application du Décret 89-29 du 28 février 1989;
- Le Décret 90-55 du 23 avril 1990 complétant le Décret 89-29 du 28 février 1989;
- L'Arrêté interministériel n° 003/MEF/MCT du 28 juin 1990 portant application du Décret 90-55 du 23 avril 1990.

96. Le schéma de libéralisation au sein de la CEDEAO supprime les barrières non tarifaires et institue une exonération du droit fiscal d'entrée et de la taxe statistique à l'entrée et à la sortie du territoire douanier national en faveur des produits du cru et de l'artisanat originaires de la communauté.

b) Les mesures favorables à l'intégration régionale dans le cadre de l'UEMOA

97. Il faut souligner notamment que le taux unique de 18% pour la TVA a été institué de même que la réduction de 60% du droit fiscal d'entrée et de la taxe statistique d'entrée sur les produits industriels agréés depuis 1977. Cette réduction est de 5% pour les produits industriels non agréés. Le tarif extérieur commun entrera en vigueur le 1er janvier 1999.

98. Par ailleurs, un prélèvement communautaire de solidarité (P.C.S.) de 0,5% de la valeur c.a.f. des marchandises importées des pays tiers a été également institué.

**xii) Le cadre réglementaire dans le domaine du transit.**

99. Il faut noter principalement le Décret 83-62 du 11 avril 1983 portant réglementation de la profession de commissionnaire en douanes.

**2) CADRE INSTITUTIONNEL ET PROCESSUS DE FORMULATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE**

**i) Cadre institutionnel**

100. Les Ministères chargés de l'industrie, du commerce, et du développement de la Zone franche, du plan, de l'économie, des finances, des privatisations, des mines, de l'équipement, des transports, des postes et des télécommunications, des affaires étrangères et de la coopération, du tourisme et des loisirs, du développement rural, de l'environnement et des ressources forestières sont les ministères chargés des questions de politique commerciale, y compris l'élaboration, la mise en oeuvre et la surveillance.

101. La coordination est assurée par le Ministère du plan dans le cadre de la politique générale du pays en matière de développement économique et social.

102. Le Ministère de l'économie et des finances est chargé de la conception et de l'application des mesures fiscales et tarifaires, alors que le Ministère de l'industrie et du commerce est chargé de la conception et du suivi de l'application des mesures de politique commerciale relatives aux exportations et aux importations des marchandises et des services ainsi qu'au prix et à la concurrence. Il le fait en concertation avec les départements concernés selon le domaine.

103. Le secteur privé contribue à l'élaboration et à la conduite de la politique commerciale.

104. A l'étape de l'élaboration, il contribue dans la mesure où il est associé aux réflexions lors des séminaires, symposium, tables rondes sur des thèmes d'ordre économique et commercial.

105. Aussi, par l'intermédiaire de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (C.C..I.T.), du Syndicat des commerçants importateurs et exportateurs du Togo (SCIMPEXTO), du Conseil national du patronat (C.N.P.), il contribue notamment par une analyse critique des mesures et des procédures réglementaires, administratives, fiscales et douanières et par des propositions pour l'amélioration des conditions d'exercice des activités économiques et commerciales par les opérateurs économiques.

106. A l'étape de la mise en oeuvre de la politique commerciale, le secteur privé est le principal agent car il se retrouve aux niveaux de la production, de l'importation, de l'exportation et de la commercialisation et doit par conséquent respecter les mesures réglementaires, fiscales, tarifaires et autres.

## **ii) Processus législatif de formulation de la politique commerciale**

107. La Constitution togolaise, promulguée le 14 octobre 1992 accorde une large part à la collaboration entre l'exécutif et le législatif dans le domaine économique; cette collaboration s'est traduite par l'adoption de plusieurs lois dont quelques unes régissent directement les questions commerciales.

108. Sur le plan national, lorsqu'il s'agit d'un projet de loi, un texte d'initiative gouvernementale, il est préparé par un ou plusieurs ministères intéressés et transmis au Secrétariat général du Gouvernement pour son inscription à l'ordre du jour du Conseil de cabinet et du Conseil des ministres en vue de sa délibération. Le texte délibéré par le gouvernement est déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale par les soins du Secrétaire général du Gouvernement.

109. La proposition de loi, d'initiative parlementaire, est déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale; elle est ensuite soumise à la conférence des présidents qui apprécie sa recevabilité avant qu'elle ne soit annoncée en séance plénière.

110. Le projet de loi ou la proposition de loi, lorsqu'ils sont annoncés en séance plénière, sont affectés, soit à une commission permanente, soit à une commission spéciale réunissant plusieurs commissions permanentes, pour étude. Selon le cas et la nature du texte, une autre commission peut être saisie pour avis.

111. L'étude en Assemblée nationale d'une proposition de loi se fait en présence de son auteur alors que pour le projet de loi, ce sont le ou les ministres intéressés qui défendent le texte, assistés de commissaires du gouvernement.

112. Les autres moyens de formulation de la politique commerciale sont les ordonnances, les décrets et les arrêtés.

113. Sur le plan international et selon la constitution, c'est le Président de la République qui négocie, signe et ratifie les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux. Cependant, des plénipotentiaires de haut niveau mandatés peuvent accomplir les tâches des deux premières étapes.

114. Les engagements internationaux ne peuvent, selon la constitution togolaise, être ratifiés qu'en vertu d'une loi. Ainsi, les traités et les accords internationaux, une fois signés par les Etats, sont déposés à l'Assemblée nationale accompagnés d'un projet de loi autorisant leur ratification et des justifications. Cette autorisation est obtenue suivant le processus législatif classique auquel il convient d'apporter toutefois quelques nuances.

115. L'Assemblée nationale ne peut en effet pas voter article par article les actes à caractère international, ni formuler des amendements. Elle se borne soit à autoriser la ratification, soit à rejeter le projet de loi, soit à ajourner la discussion, les deux derniers cas de figure devant nécessairement être motivés.

### 3) PRINCIPAUX ACCORDS COMMERCIAUX BILATÉRAUX, RÉGIONAUX, MULTILATÉRAUX ET PRÉFÉRENTIELS

#### i) Accords bilatéraux

116. Le tableau ci-dessus retrace entres autres certains des accords commerciaux bilatéraux du Togo.

PAYS	PORTEE GENERALE	ANNEES
<b>AFRIQUE</b>		
Algérie	Commerce	Avril 1976
Bénin	Communauté Electrique	Juillet 1968
	Transports aériens	Juillet 1979
	Transports Routiers	Octobre 1979
Burkina Faso	Transports aériens	Avril 1984
	Transports Routiers	Avril 1984
	Commerce	Avril 1984
Cameroun	Transports aériens	Mars 1977
Congo Brazza	Commerce	Juin 1986
Egypte	Commerce	Juin 1965
Ethiopie	Transports et services aériens	Avril 1962 - Août 1989
Gabon	Commerce	Juin 1975
Ghana	Commerce	Mars 1973
Guinée Conakry	Transports aériens	Mars 1981
Lybie	Pêche Agriculture	Janvier 1977
Mali	Transports aériens	Août 1977
	Transports Maritimes Transit	Août 1983
	Transports Routiers	Août 1983
	Commerce	Décembre 1987
Mauritanie	Commerce	Août 1977
Niger	Transports aériens	Février 1980
	Transports Routiers	Février 1975
Nigéria	Commerce	Juillet 1969
	Transports aériens	Avril 1966
	Pétrole	Avril 1966
Sénégal	Commerce	Décembre 1965
Tunisie	Commerce	Octobre 1977
R. D. Congo ex Zaïre	Commerce	Mars 1989
<b>ASIE</b>		
Chine	Commerce	Mars 1984
RPD Corée	Commerce	Septembre 1984
Israël	Commerce	Juillet 1961
Japon	Commerce	Octobre 1963
<b>EUROPE</b>		
Allemagne	Commerce	Juillet 1960

Suite du tableau

PAYS	PORTEE GENERALE	ANNEES
Bulgarie	Commerce	Juin 1962
France	Coopération Commerce	Janvier 1964
Pologne	Commerce	Juin 1962
Roumanie	Commerce	Novembre 1975
Suisse	Commerce	Septembre 1963
Tchecoslovaquie	Commerce	Avril 1982
Russie	Commerce	Juin 1961
Yugoslavie	Commerce	Juillet 1961

ii) **Accords régionaux**

117. Le Togo est membre fondateur des organisations régionales suivantes et par conséquent signataire des chartes, conventions, traités et accords liant les Etats concernés.

118. **L'Organisation de l'unité africaine (OUA)** dont la charte a été signée en 1963 à Addis Abéba (ETHIOPIE).

119. **La Communauté économique africaine (CEA)** dont le traité a été signé en juin 1991 à Abuja (NIGERIA)

120. **La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO):** créée en mai 1975, elle vise à mettre en place une union douanière entre les 16 Etats membres. Elle a pour mission de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique, d'accroître et de maintenir la stabilité économique, de renforcer les relations entre les membres de la Communauté et de contribuer au progrès et au développement de la sous-région.

121. Elle a mis en place et exploite un programme de libéralisation des échanges commerciaux visant l'exonération des droits sur les produits du cru ainsi qu'un processus de libéralisation des échanges des produits industriels.

122. **Le Conseil de l'entente:** fondé en mai 1959 par le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Togo, il avait pour but de promouvoir la solidarité politique entre les Etats membres. Il s'est ensuite doté d'un fonds d'entraide et de garantie des emprunts pour étendre aux domaines économique, commercial et financier, la solidarité politique qui unissait à l'origine les cinq Etats membres.

123. **L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA):** instituée en mars 1994 à Dakar par les Etats membres convaincus de la nécessité d'étendre au domaine économique la solidarité qui les liait déjà sur le plan monétaire dans le cadre de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA).

124. Les objectifs de l'UEMOA consistent notamment à:

- Renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des Etats membres dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé;
- Assurer la convergence des performances et des politiques économiques des Etats membres par l'institution d'une surveillance multilatérale;
- Créer entre les Etats membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariées, ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune;

- Instituer une coordination des politiques sectorielles nationales par la mise en oeuvre d'actions communes et éventuellement de politiques communes, notamment dans les domaines suivants: ressources humaines, aménagement du territoire, transports et communications, environnement, agriculture, énergie, industrie et mines, tourisme;
- Harmoniser les législations des Etats membres notamment en matière d'investissement, de fiscalité et de douanes.

125. L' Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM).

126. L'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA).

### iii) Accords multilatéraux

127. Partie contractante du GATT depuis le 20 mars 1964, le Togo est membre originel de l'Organisation mondiale du commerce depuis le 31 mai 1995.

128. Le Togo est membre des Nations unies et de ses organismes et institutions spécialisés ainsi que d'autres organisations internationales dont notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

129. Le Togo est aussi membre de l'Accord international sur le café et de l'Accord international sur le cacao.

### iv) Accords préférentiels

130. Le Togo est partie contractante des conventions et accords signés dans le cadre de la coopération Nord Sud ACP-CEE devenue ACP-UE, qui lie les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à la Communauté économique européenne maintenant Union européenne et qui est plus connue sous le nom "Convention de Lomé".

131. Le Togo bénéficie ainsi en principe des avantages préférentiels prévus dans le cadre de ces Conventions de Lomé.

## IV. MISE EN OEUVRE ET ÉVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

### 1) MESURES AGISSANT SUR LES IMPORTATIONS

#### i) Droits de douane et autres taxes et impositions,

132. Dans ce domaine il convient de noter:

- Le Droit fiscal d'entrée (DFE): il est calculé sur la valeur c.a.f. des importations; trois différents taux 5%; 10% et 20% sont appliqués selon le cas depuis 1997.
- La Taxe statistique d'entrée (TSE): elle est liquidée sur la valeur c.a.f. des importations au taux de 3%.
- Le Timbre douanier (TD): il est calculé au taux de 4% sur la base des taxes préalablement liquidées quand le DFE n'est pas liquidé.
- La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA): elle est calculée au taux de 18% sur la base de la valeur c.a.f. des importations augmentée des droits et taxes en amont.
- Le Bénéfice industriel et commercial (BIC) ainsi que l'Impôt sur les sociétés (IS): ils sont calculés aux taux de 1% pour les formels et 5% pour les informels sur la valeur c.a.f. augmentée des droits et taxes en amont, des importations hors zone UEMOA.

- Le Prélèvement communautaire de solidarité (PCS), calculé au taux de 0,5% sur la valeur c.a.f. des importations hors zone UEMOA.
- Le Prélèvement communautaire (PC) calculé au taux de 0,5% sur la valeur c.a.f. des importations hors zone CEDEAO.
- En dehors de la CEDEAO et de l'UEMOA, le Togo n'applique pas de tarifs préférentiels.
- le Togo applique un régime d'entrée en franchise de droits en application des Conventions de Vienne et de la législation nationale.
- Les produits pétroliers sauf les lubrifiants sont soumis à des droits spécifiques.

**ii) Les prohibitions, les contingentements et les restrictions quantitatives**

133. Ils ont été supprimés dans la mouvance de la libéralisation générale des activités économiques et commerciales (voir point III.1)vii))

**iii) Les licences d'importation**

134. Elles ont été également supprimées dans le cadre de la libéralisation (voir point III.1)v))

**iv) Evaluation en douanes à l'importation**

135. L'évaluation en douanes se fait sur la base des dispositions de l'Article 19 du code des douanes et conformément aux méthodes de Déclaration des valeurs de Bruxelles (DVB).

136. Le contrôle des valeurs déclarées se fait:

- Par référence aux fichiers de valeurs établis par COTECNA par produit et mis à la disposition des vérificateurs;
- Par référence au prix sur le marché intérieur après déduction des droits et taxes équivalents d'entrée et d'autres frais ou par référence aux cours mondiaux.

**v) Règles d'origine**

137. Les règles d'origine appliquées au Togo ne varient pas selon les produits et les pays; elles varient seulement suivant les regroupements économiques. On distingue les règles d'origine dans les cadres de la CEDEAO, de l'UEMOA, des ACP-UE et du SGP.

**vi) Les normes**

138. Les structures de normalisation et de contrôle de qualité fonctionnent sur la base de textes organisationnels et normatifs coloniaux dont certains sont dépassés et doivent être remplacés. Cependant, ces structures s'inspirent des conventions et des normes internationalement reconnues.

139. Le Conseil supérieur de la normalisation (organe interministériel) est chargé de l'établissement, des essais et de l'homologation des normes. Des comités techniques sont créés au sein du Conseil supérieur de la normalisation pour se charger de l'établissement des normes et des essais par secteur.

140. Les normes nationales se conforment aux normes régionales et internationales sur lesquelles elles sont parfois calquées.



141. Le Conseil supérieur de la normalisation a été institué par le Décret 83-118 du 21 juin 1983 alors que les procédures d'homologation des normes ont été établies par l'Arrêté n° 027/MISE/CAB du 28 novembre 1990.

## **2) MESURES AGISSANT SUR LES EXPORTATIONS**

### **i) Cadre réglementaire, restrictions quantitatives et contingentements .**

142. Les exportations en général ont été libéralisées par catégorie de produits (voir point III.1)vi)).

143. Le Togo ne pratique pas de restrictions quantitatives et des contingentements à l'exportation. Cependant l'exportation des produits industriels locaux, des céréales et autres produits vivriers peut être provisoirement suspendue pour protéger la consommation nationale en cas de pénurie (voir point III.1)vi)).

### **ii) Taxes et impositions à l'exportation**

144. La réglementation fiscale ne comporte pas de taxe à l'exportation. Seule la taxe statistique sur la tonne indivisible de 72.000 francs (café cacao et coton) et de 1.000 francs (phosphates) a été instituée par la loi des finances exercice 1994. Elle est d'ailleurs tombée en désuétude ( café; cacao; coton ) et supprimée (phosphates).

145. Aucune taxe douanière n'est perçue à l'exportation; seules une déclaration et une redevance informatique forfaitaire de 1.500 francs sont dues.

146. Aucune taxe n'est perçue sur les opérations de transit en direction des pays sahéliens enclavés; seuls une taxe statistique de 3% sur la tonne indivisible et les frais du timbre douanier de 4% sur les droits liquidés sont perçus.

### **iii) Zones franches et zones industrielles**

#### **a) Zones franches**

147. Le Togo dispose d'une Zone franche de transformation pour l'exportation instituée par la Loi n° 89-14 du 18 septembre 1989; il s'agit en fait d'un statut que l'Etat accorde à une entreprise située sur le territoire national. Le statut de Zone franche est aussi accordé à des zones délimitées et clôturées contenant plusieurs entreprises fonctionnant sous ce régime.

148. La Zone franche du Togo comprend des entreprises industrielles dont les produits finis sont exportés. Elle comprend aussi des entreprises de services orientés vers l'exportation.

149. Parmi les investisseurs déjà installés dans la Zone franche du Togo, on compte des nationaux et aussi des étrangers venus de tous les coins du monde; les étrangers sont d'ailleurs majoritaires.

150. Les conditions d'agrément sont les mêmes pour les nationaux et les étrangers. La loi instituant la Zone franche n'a prévu aucune disposition discriminatoire au détriment des étrangers.

151. Les avantages de la Zone franche comprennent:

- L'exonération totale de tous droits et taxes de douanes pendant toute la vie de l'entreprise;

- Le paiement de l'impôt sur les sociétés au taux de 15% à partir de la 11<sup>ème</sup> année; l'entreprise en est exonérée pendant les dix premières années; le taux normal sur le territoire national est de 40% pour le commerce et 37% pour l'industrie.
- Le paiement de la taxe sur salaire au taux de 2% dès le démarrage de l'entreprise. Le taux normal sur le territoire douanier est de 7%.

152. La condition majeure pour être agréé en Zone franche est de garantir l'exportation de la totalité de la production ou au moins 80% de cette production.

b) Les zones industrielles

153. Pour la promotion et le développement de la petite et moyenne industrie, deux domaines industriels ont été créés à Lomé et à Kara en vue d'accueillir les entreprises industrielles. Les avantages qu'accordent ces domaines aux promoteurs industriels sont entre autres, la facilité d'accès aux sites d'implantation dont les espaces sont viabilisés: disponibilité d'électricité, de l'eau et des moyens de télécommunications.

**iv) Subventions et aides à l'exportation**

154. Au niveau de la douane, il n'y a pas de subventions et d'aides spécifiques à l'exportation.

155. Au niveau des impôts, l'aide à l'exportation consiste à donner des exonérations d'impôts accordées par des textes:

- Dans le code général des impôts, les exportations de biens meubles corporels sont exonérées de la TVA. Il en est de même des opérations assimilées aux exportations et qui sont limitativement énumérées;
- Les sociétés agréées au statut de Zone franche de transformation pour l'exportation sont exonérées de tout impôt (impôt sur les sociétés IS, TVA, IMF; taxe professionnelle, droits d'enregistrement et de timbre etc) par la Loi n° 89-14 du 18 septembre 1989;
- Les sociétés agréées au code des investissements par Loi n° 89-22 du 31 octobre 1989 bénéficient elles aussi de l'exonération d'une quote-part de bénéfices pour le calcul de l'impôt sur les sociétés (IS) et d'une quote-part du chiffre d'affaires pour le calcul de l'IMF dus au titre d'un exercice, égale à la proportion du chiffre d'affaires réalisés à l'exportation au cours dudit exercice par rapport au chiffre d'affaires global hors TVA de l'entreprise.

156. Toutefois, cette quote-part du chiffre d'affaires à l'exportation ne peut pas dépasser 75% du chiffre d'affaires global. Cette dernière disposition s'applique à toutes les entreprises qui exportent.

**v) Promotion des exportations**

157. Le Ministère chargé du commerce, la Direction du commerce extérieur, la Direction du développement industriel, le service de conditionnement des produits, la Foire internationale de Lomé, la Société d'administration des Zones franches (SAZOF), la Chambre de commerce et d'industrie du Togo, la Société togolaise de coton (SOTOCO), l'Office togolais des phosphates (OTP), le Comité de coordination de la filière café-cacao sont les structures nationales chargées de la promotion des exportations.

158. Les préoccupations de promotion des exportations s'inscrivent actuellement dans le cadre du Programme d'actions pour le développement du commerce extérieur du Togo (PADCET). Ce

programme est une composante du cadre macro-économique fixé par le gouvernement pour le développement du pays et couvert par le Projet Togo/95/A/03/89 intitulé Assistance multisectorielle du PNUD au Togo.

159. Ce programme vise à mettre en évidence les potentialités de production et d'exportation de notre pays et à d'indiquer les actions concrètes à mener pour mieux exploiter ces potentialités, diversifier et améliorer la production. Il vise également à mettre en place une stratégie de développement et de promotion du commerce extérieur qui définit le cadre institutionnel, réglementaire et législatif et qui détermine les moyens pour faire assurer par les entreprises togolaises du secteur privé et par les agriculteurs togolais, une meilleure exploitation des potentialités d'exportation.

160. Les orientations générales, les objectifs et les actions prioritaires de ce plan d'action sont globalement ceux identifiés aux points II.1)ii) et II.3)ii).

161. Pratiquement, les moyens de promotion des investissements en général et des exportations en particulier sont:

- Les missions de haut niveau à l'étranger à l'occasion desquelles de hauts responsables du Togo présentent les potentialités et les atouts du pays lors des "journées portes ouvertes sur le Togo";
- La promotion à l'extérieur par les différentes structures chargées de l'exportation des produits du Togo;
- Les diverses publications d'articles promotionnels, etc;
- Les opérations de la SNI;
- L'organisation des foires et la participation aux foires internationales;
- Le contrôle de la qualité, la normalisation et la certification.

### **3) MESURES AGISSANT SUR LA PRODUCTION ET LE COMMERCE**

#### **i) Entreprises publiques et processus de privatisations**

162. Dans le cadre de sa politique de réduction des interventions de l'Etat dans les secteurs productifs, de développement du secteur privé et d'amélioration de la gestion, de la production et de la commercialisation des biens et des services, le gouvernement a, par l'Ordonnance n° 94.002 du 10 juin 1994, fixé les modalités de désengagement de l'Etat et d'autres personnes morales de droit public de ces secteurs.

163. Le processus de privatisation suit les régimes suivants: délégation de gestion, ouverture de capital, location, cession d'actions, cession d'actifs, liquidation, privatisation par cession d'actions.

164. Ainsi, une série d'entreprises a été déjà privatisée sous l'un ou l'autre régime et le processus se poursuit. Par ailleurs, quatre entreprises: Ciments du Togo (CIMTOGO), Brasserie du Bénin (BB), Société industrielle du Togo (SIT), Société générale des moulins du Togo (SGMT) ont fait récemment l'objet de privatisation par cession des actions de l'Etat et sept autres ont été liquidées : Office des produits agricoles du Togo (OPAT), Société d'étude et de développement (SOTED), Société immobilière du Togo (SITO), Société togolaise de navigation maritime (SOTONAM), Société nationale des palmiers à huile (SONAPH), TOGOGRAIN, Unité de production de matériels agricoles (UPROMA).

165. Par ailleurs, les formalités d'ouverture du capital de l'OTP et de cession des dernières actions de l'Etat dans TOGOGAZ suivent leurs cours.

166. S'agissant des hôtels d'État, le gouvernement a lancé en 1997 des appels d'offres pour leur cession; ainsi les actifs de deux hôtels ont été respectivement cédés et mis en location et les formalités sont en cours pour d'autres.

167. En ce qui concerne les entreprises qui resteront encore dans le portefeuille de l'Etat (Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), Port autonome de Lomé (PAL), Société des postes du Togo (SPT), Compagnie énergie électrique du Togo (CEET), Régie nationale des eaux du Togo (RNET)), elles feront régulièrement l'objet d'audits financiers pour une surveillance permanente de leur gestion.

168. Dans la mouvance de la privatisation, le Ministère des sociétés d'Etat a été supprimé et le processus de privatisation a été confié au Ministère des finances aux termes du Décret n° 98-035/PR du 18 février 1998 portant composition du gouvernement.

## **ii) Les stratégies des investissements**

169. Elles ont été définies par la Loi n° 89-22 du 31 octobre 1989 portant code des investissements et par la Loi n° 89-14 du 18 septembre 1989 portant statut de Zone franche de transformation pour l'exportation et son Décret d'application 90-40 du 14 avril 1990.

170. Ces textes définissent les conditions techniques et financières d'éligibilité ainsi que les procédures d'agrément et les divers avantages administratifs, douaniers, fiscaux et autres.

171. Entrent aussi dans le cadre des stratégies de promotion des investissements les pratiques décrites au dernier paragraphe du point IV.2)v)).

## **iii) Les marchés publics**

172. Les marchés publics sont régis par l'Ordonnance n° 93-006 du 4 août 1993 portant code des marchés publics. Des consultations en vue de l'amélioration des pratiques et des procédures en la matière et de la décentralisation de la commission nationale des marchés sont en cours.

173. Les achats et les travaux de l'Etat, des entreprises d'État, des administrations locales et régionales sont par conséquent effectués suivant les procédures d'appels d'offres nationaux ou internationaux selon les dispositions de l'ordonnance précitée. Certains achats et travaux de faibles coûts peuvent être effectués par des marchés gré à gré.

## **iv) La législation sur la concurrence**

174. L'Ordonnance n°17 du 22 avril 1967 réglementant les activités commerciales au Togo comporte des dispositions sur la concurrence. Néanmoins, un projet de loi organisant la concurrence au Togo vient d'être adopté par le Gouvernement le 4 février 1998; il suivra la procédure législative réglementaire avant son entrée en vigueur. Cette loi remplacera ainsi l'Ordonnance n° 17 qui est pratiquement vidée par les mesures de libéralisation.

## **4) LES BESOINS POLITIQUES ET LES OBJECTIFS DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DU DÉVELOPPEMENT**

175. Ces besoins et objectifs ont été décrits aux points II.1), II.2) et II.3).

**5) ENVIRONNEMENT COMMERCIAL EXTÉRIEUR ET PROBLÈMES RENCONTRÉS SUR LES MARCHÉS EXTÉRIEURS**

**i) Environnement commercial extérieur**

176. Sur le plan international, le Togo est membre des organisations internationales chargées des questions de commerce à savoir l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), le Centre du commerce international (CCI), l'Organisation internationale du café (OIC), la Convention ACP-UE, etc. Mais dans le cadre de la mondialisation et de la libéralisation, le Togo comme les autres PMA est victime potentiel des risques de marginalisation et d'exclusion inhérents au nouveau système du commerce international.

**ii) Problèmes rencontrés sur les marchés extérieurs**

177. Il faut noter principalement ceux liés à l'accès aux marchés des pays industrialisés en général, en raison des problèmes de compétitivité quantitative, qualitative, normative et de manque d'informations sur les débouchés extérieurs.

178. Par ailleurs, le Togo bénéficie en principe des avantages préférentiels sur le marché de l'UE dans le cadre des conventions ACP-UE. Il en bénéficie également d'autres pays donateurs de préférences. Mais ces avantages préférentiels sont remis en cause en raison de la mise en oeuvre plus généralisée de la clause de la nation la plus favorisée dans le cadre des Accords du Cycle d'Uruguay.

**V. CONCLUSION**

179. En résumé, la politique commerciale du Togo s'inscrit dans le cadre de la politique du Gouvernement en matière de développement économique et sociale du pays.

180. A travers ses divers aspects, elle vise à apporter une contribution substantielle permettant d'atteindre les objectifs globaux de bonne gouvernance, de lutte contre la pauvreté et d'intégration au nouveau contexte économique mondial en mutation, en vue d'un développement socio-économique durable du pays.

---